



Convention Attributive de Subvention

Dispositif Territorial d'Allocations Doctorales de Recherche 2017-2022

ENTRE

La COLLECTIVITE De CORSE, Hôtel de la Collectivité de Corse – 22 Cours Grandval – BP 215 – Ajaccio Cedex 1, représentée par **Monsieur Gilles SIMEONI**, Président du Conseil Exécutif de Corse,

ci-après désignée « La CDC »

ET

L'Université « LUMIERE LYON 2 », Etablissement public à caractère scientifique, culturel et professionnel - 18 quai Claude Bernard - 69365 Lyon Cedex 07, représentée par **Madame Nathalie DOMPNIER**, sa Présidente, ci-après désignée « l'organisme bénéficiaire » agissant tant en son nom qu'au nom et pour le compte du laboratoire d'accueil « HISOMA UMR 5189 »,

VU le code général des collectivités territoriales,

VU la loi n°2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations,

VU le décret n°2001-495 du 6 juin 2001 pris pour l'application de l'article 10 de la loi n°2000-321 du 12 avril 2000 et relatif à la transparence financière des aides octroyées par les personnes publiques,

VU la loi du 22 janvier 2002 qui confère à la Collectivité territoriale de Corse des prérogatives uniques en matière de développement de l'enseignement supérieur et de la recherche, et notamment son article 5 qui précise que « *La Collectivité territoriale de Corse peut, par délibération de l'Assemblée, organiser ses propres actions complémentaires d'enseignement supérieur et de recherche, sans préjudice des compétences de l'État en matière d'homologation des titres et diplômes. Elle passe, à cette fin, des conventions avec des établissements d'enseignement supérieur ou des organismes de recherche.* »

VU le décret n° 2009-464 du 23 avril 2009 relatif aux doctorants contractuels des établissements publics d'enseignement supérieur ou de recherche,

VU la loi NOTRe n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République qui prévoit l'élaboration et l'adoption d'une part d'un schéma régional de développement économique, d'innovation et d'internationalisation (SRDEII), d'autre part d'un schéma régional de l'enseignement supérieur de la recherche et de l'innovation (SRESRI) conformément à la loi n° 2013-660 du 22 juillet 2013 relative à l'enseignement supérieur et à la recherche et ainsi de fixer les orientations régionales pour les prochaines années en organisant la complémentarité des actions,

VU l'arrêté du 25 mai 2016 fixant le cadre national de la formation et les modalités conduisant à la délivrance du diplôme national de doctorat »,

Vu l'arrêté du 29 août 2016 fixant le montant de la rémunération du doctorant contractuel »,

VU le Schéma de l'Enseignement Supérieur, de la Recherche et de l'Innovation (SESRI 2017/2022) adopté par l'Assemblée de Corse par délibération n° 17/333 AC du 26 octobre 2017,

VU Le « Dispositif territorial d'allocations doctorales de recherche pour la période 2017/2022 » approuvé par l'Assemblée de Corse par délibération 18/117 AC du 27 avril 2018,

VU La délibération n° 18.139 AC du 30 mai 2018 de l'Assemblée de Corse portant adoption du Règlement Budgétaire et Financier de la Collectivité de Corse,

VU La délibération n° 18.140 AC du 30 mai 2018 de l'Assemblée de Corse portant approbation du Budget Primitif de la Collectivité de Corse pour l'exercice 2018,

VU la demande d'allocation doctorale déposée le 07 juin 2018.

VU l'arrêté N°18/340 CE du Président du Conseil Exécutif de Corse du 31 juillet 2018 approuvant l'affectation de crédits relatifs à l'allocation doctorale attribuée à l'Université « LUMIERE LYON 2 » relative à l'allocation doctorale de Monsieur MARY,

Il est convenu ce qui suit :

Article 1, Objet de la convention :

La « CDC » prend acte de la compétence de l'Organisme bénéficiaire.

La présente convention a pour objet de définir les engagements réciproques des parties ci-dessus désignées.

L'Organisme bénéficiaire s'engage à gérer la subvention de la CDC pour permettre la réalisation du Projet intitulé « Définition du paysage culturel maritime de la façade centre occidentale de Corse Analyse archéologique et interdisciplinaire. » de Monsieur Jean Baptiste MARY.

Article 2, Montant de la subvention :

Compte-tenu de l'intérêt que présente ce projet et sous réserve que le bénéficiaire remplisse ses obligations contractuelles, il est attribué à l'Université « LUMIERE LYON 2 », un crédit total de fonctionnement.

Le Projet objet du présent financement est présenté en annexe 1 de la présente convention et en constitue partie intégrante.

Le montant de la subvention versée par la CDC s'élève à un total de 135 075 €.

Le détail du budget figure en annexe 2 à la présente convention.

Le montant de la subvention n'est généralement pas révisable à la hausse, même si la dépense réalisée dépasse le coût prévisionnel de l'opération. Cependant, certaines situations particulières pourront justifier une éventuelle réévaluation. L'université « LUMIERE LYON 2 » devra notifier et justifier l'intérêt de cette dernière à la Collectivité de Corse.

Article 3, Date d'effet, durée et renouvellement de la convention :

Nonobstant la date de sa signature par les Parties, la présente Convention prend effet à la date du 1^{er} septembre 2018 et prendra fin au plus tard le 30 décembre 2021.

Il est précisé que cette Convention est conclue pour permettre notamment la mise en place du contrat de travail de Monsieur Jean Baptiste MARY pour une durée de 36 mois.

A ce titre, il est convenu entre les Parties que cet alignement de la durée de la convention à la durée du contrat de travail ne saurait engendrer pour les parties aucune autre obligation que celles prévues par cette convention.

Article 4, Structure d'accueil territoriale :

Nom de la structure d'accueil : Direction du Patrimoine de la Collectivité de Corse

Représentée par : Monsieur Pierre Jean CAMPOCASSO

En qualité de : Directeur

Adresse : 5, rue Prosper Mérimée, 20000 AIACCIU

Téléphone : 04 95 10 98 01

Email /courriel : pierre-jean.campocasso@ct-corse

Nature de l'activité de la structure d'accueil :

La Direction du Patrimoine de la Collectivité de Corse peut confier au doctorant, avec l'accord de l'Université « LUMIERE LYON 2 » des tâches spécifiques.

Dans le cadre de son travail de thèse, le chercheur, restant payé par son employeur, peut être amené à travailler dans les locaux de la « structure d'accueil ». Le doctorant doit alors se conformer au règlement intérieur de « la structure d'accueil » et aux instructions techniques concernant les matériels. L'université « LUMIERE LYON 2 » continue toutefois d'assumer à l'égard du personnel qu'elle rémunère, toutes les obligations sociales et fiscales de l'employeur et d'exercer envers lui toutes les prérogatives administratives de gestion (notation, avancement, discipline, etc.). La Direction du Patrimoine de la Collectivité de Corse fournit toute indication utile à l'employeur.

Article 5, Modalités financières :

5.1 Engagement de la CDC :

En contrepartie des engagements pris par le bénéficiaire dans le cadre de cette convention pour la mise en place du contrat de travail de Monsieur Jean Baptiste MARY et pour la prise en charge des dépenses définies à l'annexe 2, la CDC s'engage à verser à l'organisme bénéficiaire, une contribution financière correspondant au montant global maximum du contrat de travail suscité, non-assujettie à la TVA et à la taxe sur salaire, ci- après désignée par la « contribution financière de la CDC », incluant toutes les dépenses et charges de personnel engagées par elle pour la mise en place des contrats. Cette contribution permettra à l'organisme gestionnaire de verser notamment les salaires bruts, les charges patronales y afférentes (sécurité sociale, maladie vieillesse...), la provision pour perte d'emploi, la taxe sur les salaires, ainsi que les dépenses telles que détaillées dans l'annexe financière (annexe 2) jointe à la présente convention.

5.2 Engagement de l'organisme bénéficiaire :

L'organisme bénéficiaire s'engage à utiliser la contribution financière de la CDC uniquement aux fins de mise en place du contrat de travail de Monsieur Jean Baptiste MARY.

L'organisme bénéficiaire s'engage à mettre en place pour Monsieur Jean Baptiste MARY, ci-après le « Chercheur », par le présent accord, un contrat de travail à durée déterminée selon les modalités précitées.

L'organisme bénéficiaire se conformera aux prescriptions réglementaires relatives à l'exercice de sa spécialité.

L'organisme bénéficiaire s'engage à tenir informée la CDC de tout événement pouvant modifier l'objet du projet ou affecter sa réalisation, ainsi que tout événement pouvant concerner le contrat de travail mis en place.

L'organisme bénéficiaire s'engage à veiller à ce qu'en fin de financement, le chercheur transmette à la CDC un rapport scientifique final sur le projet qu'il aura réalisé, dans un délai de 3 (trois) mois à compter de la fin de l'étude.

Par ailleurs, l'organisme bénéficiaire s'engage à ce que le Chercheur concerné transmette à la CDC des rapports scientifiques intermédiaires aux échéances suivantes :

- Tous les ans
- 09/2019 / 09/2020 / et 12/2021

L'Organisme bénéficiaire s'engage à remettre à la CDC les documents suivants :

- Dans le mois suivant la date de fin du contrat de travail, la transmission d'un état des dépenses, ce document conditionne le versement par la CDC de la dernière échéance;
- Dans les 2 mois suivant la date de fin du financement, la remise d'un bilan financier signé par l'Agent comptable.

5.3 Frais de gestion :

Les frais de gestion au titre de la présente convention correspondent à 8% des dépenses éligibles.

5.4 Restitution :

A l'échéance de cette convention ou/et dans les hypothèses de la résiliation de la convention, et/ou du retrait du chercheur du projet, l'article 8.3 de cette convention s'appliquera de plein droit.

5.5 Audit :

L'organisme bénéficiaire s'engage à fournir à la CDC, à tout moment, sur simple demande de celle-ci, tous les justificatifs sur les éléments comptables relatifs aux dépenses et charges de personnel attachées au contrat faisant l'objet de la convention ainsi qu'à permettre et faciliter la vérification éventuelle sur pièces et sur place de l'exactitude de ces renseignements.

5.6 Versement :

A compter de la date de signature des présentes le versement de la contribution financière de la CDC sera effectué, à hauteur de 80% du montant d'aide publique attribué, selon l'échéancier suivant :

- 36 000 € - Septembre 2018 – à la signature de la présente convention,
- 36 000 € - Septembre 2019 – sur appels de fonds de l'Université « LUMIERE LYON 2 »
- 36 000 € - Septembre 2020 – sur appels de fonds de l'Université « LUMIERE LYON 2 »

Le dernier versement de 27 075 €, soit les 20% constituant le solde, sera conditionné à la remise en fin de financement d'un état des dépenses (cf. article 5.2).

Les versements seront effectués par virements bancaires sur le compte suivant :

- Code Banque : 10071
- Code Guichet : 69000
- Numéro de Compte : 00001004332
- Clé RIB : 66
- Domiciliation : TRESOR PUBLIC LYON

Article 6, Obligation de l'organisme bénéficiaire :

6.1 Contrat de travail à durée déterminée :

En contrepartie des engagements pris dans le cadre de cette convention par la CDC, l'organisme bénéficiaire s'engage à recruter en contrat de travail à durée déterminée Monsieur Jean Baptiste MARY pour mener au sein du laboratoire le projet faisant l'objet de cette convention.

Le Chercheur sera placé sous l'entière responsabilité de l'organisme bénéficiaire qui veillera au bon déroulement et à la bonne exécution du projet.

L'organisme bénéficiaire est seul responsable des obligations et charges au titre d'employeur. A ce titre, il est convenu entre les parties que la CDC décline toutes responsabilités d'employeur pour le Chercheur recruté pour les fins de la réalisation du Projet.

L'organisme bénéficiaire s'engage à informer la CDC de toute situation susceptible d'affecter le déroulement normal de la présente convention et par conséquent, du projet.

6.2 Comptes rendus :

En fin de contrat, le Chercheur doit remettre aux deux parties un compte rendu présentant l'avancement des travaux et les résultats obtenus ou espérés.

Article 7, Secret et publications :

7.1 Chaque partie s'engage à ne pas publier ni divulguer de quelque façon que ce soit les informations scientifiques ou techniques appartenant à l'autre partie dont elle pourrait avoir connaissance à l'occasion de l'exécution de la présente convention et ce, tant que ces informations ne seront pas du domaine public. Cet engagement restera en vigueur pendant cinq (5) ans à compter de la date de signature de la convention, nonobstant la résiliation ou l'arrivée à échéance de cette dernière.

7.2 Il est d'ores et déjà convenu entre les Parties que toutes publications et communications relatives à ces projets devront mentionner le nom du Chercheur qui mène ce projet au sein de l'organisme bénéficiaire ainsi que le concours apporté par chacune des parties. A cette fin, l'organisme bénéficiaire s'engage à faire figurer le nom de la CDC dans les remerciements qui suivent généralement le texte des publications.

7.3 Les stipulations du présent article ne pourront faire obstacle :

- Ni à l'obligation qui incombe à chacune des personnes participant au projet de produire un rapport d'activité à la tutelle dont elle relève, cette communication ne constituant pas une divulgation au sens de la loi sur la propriété intellectuelle,
- Ni à la soutenance de mémoire de thèse des chercheurs dont l'activité scientifique est en relation avec l'objet du présent contrat. Cette soutenance étant organisée chaque fois que nécessaire de façon à garantir, tout en respectant la réglementation universitaire en vigueur, la confidentialité de certains résultats.

Article 8, Propriété intellectuelle – Industrielle :

La CDC reconnaît qu'elle ne bénéficiera d'aucun droit de propriété (matérielle et/ou intellectuelle) sur les résultats obtenus en tout ou en partie en utilisant le financement objet de la présente convention et renonce à toute prétention et tout droit sur les résultats issus dudit Projet, notamment tout savoir-faire, logiciel ou brevet.

Article 9, Résiliation et restitution des sommes :

9.1 Résiliation :

La Convention sera résiliée de plein droit par l'une des parties en cas d'inexécution par l'autre partie d'une ou plusieurs des obligations contenues dans ses diverses clauses. Cette résiliation ne deviendra effective que 30 jours ouvrés après l'envoi par la partie plaignante d'une lettre recommandée avec accusé de réception exposant les motifs de la plainte, à moins que dans ce délai la partie défaillante n'ait satisfait à ses obligations ou n'ait apporté la preuve d'un empêchement consécutif à un cas de force majeure, telle que définie à l'Article 10 de la convention ou n'ait proposé une solution de remplacement la plus proche possible de l'objectif recherché.

L'exercice de cette faculté de résiliation ne dispense pas la partie défaillante de remplir les obligations contractées jusqu'à la date de prise d'effet de la résiliation.

9.2 Cessation d'Intuitu Personae :

La présente convention est conclue « intuitu personae » en considération de la personnalité du Chercheur qui mène le projet au sein de l'université, école ou organisme de recherche. En cas de retrait du Chercheur du projet, l'organisme bénéficiaire en informera la CDC et l'Article 9.3 de la Convention s'appliquera de plein droit.

9.3 Restitution des sommes

A l'échéance de cette convention et/ou dans les hypothèses de résiliation de la convention ou/et du retrait du Chercheur du projet, les sommes versées par la CDC à l'organisme bénéficiaire et engagées par cette dernière pour la réalisation du projet, et ce conformément aux justificatifs de dépenses faisant foi, lui resteront acquises.

Dans ces mêmes hypothèses, il est d'ores et déjà convenu entre les parties que le reliquat des sommes versées à l'organisme bénéficiaire mais non engagées pour la réalisation du projet sera restitué à la CDC.

Article 10, Force majeure :

Aucune des parties ne sera responsable, à quelque moment que ce soit, d'un retard ou d'une interruption dans l'exécution de ses obligations, si ce retard ou cette interruption est dû à un cas de force majeure.

Par "cas de force majeure", on entend tout événement que les parties ne pouvaient pas raisonnablement prévoir et contrôler au moment de la signature des présentes en raison de son caractère inévitable, imprévisible et irrésistible et notamment tout arrêté, règlement, décision ou directive, arrêt ou jugement émanant de toute autorité, promulgué sous forme de loi ou autrement, tout événement d'ordre naturel (inondation, tornade, attentat, ...) ou social (émeutes, insurrection, troubles civils, grève), ou toute autre circonstance indépendante de la volonté des parties ou de la partie affectée par l'événement de force majeure ou toute autre cause inévitable et/ou indépendante de la volonté de l'une ou l'autre des parties.

Article 11, Notifications :

Toutes les notifications faites en application de la présente convention devront obligatoirement être adressées à la partie destinataire par lettre recommandée avec accusé de réception, à son adresse figurant ci-dessous :

Pour la Collectivité de Corse :

CULLETTIVITÀ DI CORSICA / COLLECTIVITÉ DE CORSE

Palazzu di a Cullettività di Corsica

22, corsu Grandval

BP 215

20187 Aiacciu cedex 1

Pour l'université « LUMIERE LYON 2 » :

Université Lumière Lyon 2

Direction de la Recherche et des Ecoles Doctorales

86 rue Pasteur

Tout courrier recommandé avec accusé de réception sera réputé parvenu à son destinataire à la date de signature de l'accusé de réception par son destinataire.

Article 12, le Comité de suivi et de pilotage :

Afin d'assurer d'une part une gouvernance efficace sur la base des objectifs définis, et d'autre part un suivi « technico-administratif », il est constitué un comité de suivi et de pilotage.

Ce Comité de suivi et de pilotage veillera à la cohérence globale et assurera le suivi budgétaire de la mise en œuvre du projet. Il devra notamment veiller à la cohérence globale des thématiques et autres opérations engagées au regard des capacités financières, du déroulement des procédures et du respect du calendrier.

Il se réunit en tant que de besoin avec une fréquence si possible semestrielle et il est « présidé » par le Président de l'université « LUMIERE LYON 2 », ce dernier en assurant le secrétariat.

Il est constitué par :

- Le Délégué Régional à la Recherche et à la Technologie, ou son représentant,
- Le Président de l'Agence de Développement économique de la Corse, ou son représentant,
- Le Président de l'Université de Corse, ou son représentant,
- La Direction de l'enseignement supérieur et de la recherche, en charge du dispositif
- La/Le Président.e de l'Université « LUMIERE LYON 2 », ou la ou les personne(s) qu'elle/il désigne pour la/le représenter,
- La/Le Directeur de l'Ecole Doctorale ScSo (Histoire, géographie, aménagement, urbanisme, archéologie, architecture, sciences politiques, sociologie, anthropologie, ergonomie) ou la ou les personne(s) qu'elle/il désigne pour la/le représenter.

Article 13, Règlement des litiges :

La présente convention est régie par le droit français. En cas de difficulté sur l'interprétation ou l'exécution de la présente convention, les Parties s'efforceront de résoudre leur différend à l'amiable. En cas de désaccord persistant, les tribunaux compétents seront saisis. Les règles de compétences territoriales en cas de litige sont prévues par le code de justice administrative, à savoir, sauf exceptions énoncées par le même code, le tribunal administratif de Bastia et la cour administrative d'appel de Marseille.

Article 14, Divers :

14.1 Annexes :

Les annexes ci-dessous font parties intégrantes de la présente Convention, à savoir :

Annexe 1 : le projet de recherche du Chercheur ;

Annexe 2 : Budget du projet

14.2 Invalidité :

Si un terme ou clause de la présente convention est déclaré nul ou inapplicable par un tribunal, la validité de la convention ne sera pas affectée ni altérée dans son ensemble de ce fait. Les parties s'entendront pour remplacer la clause déclarée nulle ou inapplicable par une clause licite la plus proche possible de l'objectif recherché et ce, dans un esprit commun de collaboration.

14.3 Modification – Avenant :

La présente convention ainsi que ses annexes contiennent l'intégralité de l'accord des parties et remplacent toutes conventions ou ententes ultérieures, que celles-ci aient revêtu la forme écrite ou non.

Toute révision de la présente convention devra faire l'objet d'un avenant écrit et signé par les deux Parties.

14.4 Lutte antifraude :

Ces dispositions s'inscrivent dans le cadre de recommandations de l'Union européenne.

14.5 Conflit d'intérêt :

Il y a conflit d'intérêt lorsque la réalisation impartiale et objective de l'opération est compromise pour des motifs familiaux, affectifs, d'affinité politique ou nationale, d'intérêt économique ou pour tout autre motif.

14.6 Fraude :

Est considéré comme une fraude, dans le respect des dépenses, tout acte intentionnel ou omission portant sur :

- L'utilisation ou la présentation de déclarations fausses, inexactes ou incomplètes, ou de documents, qui a pour effet l'appropriation illicite ou la rétention de fonds publics ;
- La non-divulgation d'informations en violation d'une obligation spécifique, avec les mêmes effets ;
- Au détournement de ces fonds à des fins autres que celles pour lesquelles ils ont été initialement accordés.

14.7 Corruption :

Est considérée comme corruption un comportement pénalement répréhensible par lequel une personne sollicite, agréé ou accepte un don, une offre ou une promesse, des présents ou des avantages quelconques en vue d'accomplir, de retarder ou d'omettre d'accomplir un acte entrant d'une façon directe ou indirecte dans le cadre de ses fonctions.

L'organisme bénéficiaire s'engage à prendre toutes les mesures nécessaires afin de prévenir tout risque de conflit d'intérêt, irrégularité, fraude ou corruption qui pourrait empêcher une exécution impartiale et objective de la convention.

Il s'engage à prendre immédiatement les mesures nécessaires pour remédier à toute situation constitutive d'une des situations citées ci-dessus, ou susceptible de conduire à l'une de ces situations en cours d'exécution de la convention et d'en informer la CDC.

Pour l'Université « LUMIERE LYON 2 »

La Présidente
Nathalie DOMPNIER

Pour la Collectivité de Corse

Le Président du Conseil Exécutif de Corse
Gilles SIMEONI

Annexe 1 « Le projet de recherche »

Définition du paysage culturel maritime de la façade centre occidentale de Corse Analyse archéologique et interdisciplinaire.

Jean-Baptiste MARY

Sous la direction du Pr. P. ARNAUD et du Pr. E. RIETH

Localisation de la zone et Historique des études

Le secteur d'étude pour ce travail de doctorat, est situé sur la façade maritime de la région Ouest-Corse, au sein du département de Corse-du-Sud (2A). La frange littorale de cette zone représente près de 140 kilomètres de côtes et comprend onze communes¹ entre la limite nord d'Ajaccio et la limite départementale de la Haute-Corse (2B), totalisant 383,56 km². Au cours de l'étude, d'autres communes, pourront y être ajoutées en fonction de leur lien avec l'espace maritime au cours de l'histoire. En effet les territoires anciens de la Corse étaient définis *Pieve*², ne correspondant aujourd'hui que très peu aux délimitations actuelles de communes ou des microrégions.

La géographie du lieu se définit par son orographie complexe, et ces écarts de dénivelés importants allant du niveau de la mer à 1331 m d'altitude avec le Capu Vittulu sur la commune de Piana. Les plaines y sont rares et le réseau hydrographique bien qu'important est essentiellement saisonnier. Les côtes ne présentent que peu d'abris naturels et les fonds marins sont à l'image de l'orographie terrestre.

Les opérations archéologiques ou ethnologiques en Corse ne sont pas uniformes sur le territoire insulaire. Seules certaines régions ont fait l'objet de concentration de la recherche, délaissant alors complètement des zones, telle que celle choisie pour l'étude. Très peu d'opérations archéologiques ont été menées au sein de cette région avant 2011. Elles se limitent à quelques découvertes fortuites et quelques sondages clandestins, dont la majeure partie des informations nous sont inconnues.

Entre 2011 et 2015, dans le cadre d'opérations archéologiques, sous ma direction, sur une partie de ces communes, j'ai mis en évidence le fort potentiel de cette région. Avec la découverte, principalement d'habitats antiques, de grandes tailles, et d'habitats médiévaux. Il faut noter que certaines de ces communes ne comptaient que peu d'entités archéologiques avant ces opérations.

Avant ces recherches, la connaissance de cette région se basait sur des récits historiques du XIX^e et XX^e siècles, ne relatant principalement que l'arrivée des colons grecs, installés par la République de Gênes, dans la région de Cargèse à la fin du XVII^e siècle.

Ces récits, sont en majorité des textes de justifications en faveur de l'installation des grecs sur ces terres. Au cours des opérations de terrain et de mes travaux de Master I et II, j'ai mis en évidence une occupation antique et médiévale importante sur ce territoire.

Le manque de connaissances archéologiques et culturelles sur le littoral corse, notamment au sein de cette région, a causé beaucoup de perte par l'absence de prise de conscience.

Contexte générale et problématique

Le projet de thèse vise à employer l'archéologie comme outil principal d'une enquête interdisciplinaire, comprenant aussi l'histoire, l'ethnologie et la géographie.

Ces travaux ont pour but de définir le « paysage culturel » du secteur d'étude défini ci-dessus.

Le terme « paysage culturel » est défini pour la première fois par le géographe américain Carl Sauer en 1925, « *Le paysage culturel est façonné à partir du paysage naturel par un groupe culturel* ». L'importance de ce type d'étude n'est pas à laisser pour compte, puisque plusieurs démarches,

¹ Communes, du Sud vers le Nord : Calacatoggio (22,66 km²), Sant'Andrea d'Orcino (8,75 km²), Casaglione (14,73 km²), Coggia (31,33 km²), Vico (52,13 km²), Cargèse (45,99 km²), Piana (62,63 km²), Ota (38,16 km²), Serriera (37 km²), Partinello (18,66 km²) et Osani (51,53 km²).

² *Pieve* maritime, du Sud vers le Nord : Cinarca, Vico, Paomia, Salogna et Sia.

notamment le concept de « paysage culturel » de l'UNESCO adoptée en 1992, visent à connaître et protéger ce patrimoine riche et complexe. Cette démarche est prise en compte au sein de l'article 4 de la convention de 1972. L'Europe apporte sa pierre à l'édifice avec la « convention des paysages 2000 ». Il s'agit d'un concept de valorisation de l'authenticité des paysages et de la prise en compte du ou des modes de vie des populations. Le patrimoine archéologique connaît avec la Convention européenne de Malte signée en 1992, une protection supplémentaire, le définissant comme une source de la mémoire collective et comme un outil d'étude historique. Ces propos sont d'autant plus valables pour la Corse en raison de la faible voir de l'absence de documentation écrite antérieure au XVII^e siècle en fonction des régions.

Les données scientifiques issues de l'archéologie et de la tradition orale sont des biens fragiles et non renouvelables. La recherche archéologique récente en Corse, démontre chaque année une fréquentation importante du littoral pour les périodes préhistoriques et historiques. Chaque perte est définitive et engendre, soit la mort d'une histoire et d'une culture, soit une compréhension partielle, aboutissant le plus souvent à des résultats erronés. Le peu de données récentes pour le territoire d'études ne sont pas encore assez solides. Encore à l'état embryonnaire ils ont déjà permis de remettre en question l'histoire admise jusqu'à récemment.

La façade maritime visée par le projet de recherche, connaît depuis les années 1980 un accroissement constant de la perte de son patrimoine matériel et immatériel. Cela est dû principalement à un manque d'investigations de terrain et de protection et de surveillance des vestiges. Les mutations socio-culturelles très fortes de ces vingt dernières années engendrent « l'oubli » et font que la perte des connaissances traditionnelles, liées à la transmission orale, savoirs faire, toponymes ou autres, s'accroît de jour en jour. Trois principaux facteurs de perte du Patrimoine sont en cause.

Les deux plus importants se présentent comme les principaux « prédateurs » des éléments culturels et patrimoniaux.

Le premier résulte des actes mécaniques liés à l'activité anthropique. La valeur marchande du paysage est aujourd'hui une problématique, qui a engendré la « chasse » au paysage, notamment en zone côtière. Ce facteur est insufflé principalement par une volonté d'accroissement du tourisme balnéaire à fort potentiel économique, mais aussi à l'établissement résidentiel secondaire. L'absence de prise en compte des éléments, patrimoniaux et culturels liés aux populations, entame la perte de ces données historiques multiséculaires et millénaires.

Le second est lié à l'activité du temps et des éléments naturels. L'érosion, l'évolution des littoraux et des cours d'eaux, sont aussi à prendre en compte.

Le troisième est un facteur social et politique. L'histoire de cette région est considérée comme acquise par la population. Le résultat des récits historiques des érudits, historiens et archéologues amateurs, qui depuis le XIX^e siècle, ont faussé en grande partie l'histoire de la région d'étude. Cela, s'explique par un manque de professionnalisme ou d'honnêteté intellectuelle (convictions politiques et culturelles).

Trois questions devront trouver une réponse au cours de cette thèse.

Comment palier à la perte des données scientifiques et sauvegarder le paysage culturel ?

Quelles sont les caractéristiques de la culture maritime ou mariculture de la zone d'étude ?

Peut-on concilier environnement, patrimoine et développement durable avec les résultats finaux ?

Les moyens à mettre en œuvre et les résultats attendus

Cette recherche doit se faire en prenant en compte les thématiques : « The maritime cultural landscape » et « cognitive landscape ». Ces deux termes sont employés depuis 1978 (Christer Westerdahl, 1992). *The maritime cultural landscape*, regroupe l'ensemble des activités de la façade maritime, comprenant l'ensemble des routes de navigations ainsi que les restes d'activités humaines à la fois en milieu sous-marin et terrestre sur l'ensemble des périodes. La prise en compte des épaves au sein du paysage peut et doit se faire. Toutefois, si elles restent partiellement étudiées, elles restent utiles simplement à titre d'éléments de datation ou indicateurs de source.

Ces informations, une fois regroupées, laissent apparaître l'ensemble des économies maritimes définissant ainsi la mariculture.

Le terme de *cognitive landscape*, désigne la cartographie et l'empreinte du fonctionnel dans l'esprit humain.

La thèse a pour but premier de collecter un grand nombre d'informations à fin de les sauvegarder et les promouvoir. Ces dernières seront présentées dans les différents rapports d'opérations archéologiques, des conférences, mais aussi lors de publications scientifiques et à la fin de la thèse.

Les résultats finaux doivent nous renseigner sur l'occupation et l'adaptation de l'Homme en Corse en milieu maritime et côtier.

Bien que l'étude se présente comme diachronique, une attention particulière sera portée aux périodes antique, médiévale et moderne.

Trois axes seront mis en avant.

- Les échanges commerciaux,

- L'architecture et son évolution,

- L'occupation et l'aménagement des espaces.

Ces axes doivent mettre en évidence les influences culturelles extérieures à l'île mais aussi la circulation des biens et des idées afin d'en dégager la trame de la culture et des savoirs faire identitaire.

Pour avoir accès à ces données trois types d'enquêtes seront employés.

- L'étude archivistique, consultation de fonds des archives régionales et extérieures, notamment les archives de Gênes.

- L'étude archéologique, mise en place d'opérations annuelles terrestre et sous-marine, (Prospection-inventaire, thématique et sondages d'évaluation). Au cours de ces opérations un travail de documentation photographique et d'illustrations sera mis en place et les relevés topographiques seront quasi systématiques, afin de conserver un maximum d'informations sur chaque site étudié.

- L'enquête orale, collecte au près des anciens ou des personnes connaissant leur micro région afin de relever les informations liées aux traditions orales, savoirs faire, toponymie, légendes et histoires.

L'ensemble général comprendra une cartographie générale des sites via un SIG, un inventaire des toponymes, ainsi que l'intégralité des informations par fiche de site et d'enregistrement pour de témoignage oraux, accompagnés de enregistrements sonores et vidéos.

Au cours de la thèse il est évident de faire la demande, au cours des trois années, d'une Bourse à l'École Française de Rome, afin de compléter ma bibliographie et d'avoir accès à un grand nombre d'ouvrages.

Ces données ont pour objectif de donner une trame et un éclairage poussé sur le potentiel patrimonial de cette région de la Corse et de proposer un axe pour concilier le développement de la région ainsi que la préservation du paysage culturel.

Annexe 2 « Le budget prévisionnel »

Détail des dépenses liées à la thèse de Monsieur Mary

I - Frais de personnel

Contrat doctoral sur trois ans : **95000 euros**

TOTAL Frais de personnel : 95000 euros

II - Frais de fonctionnement

A) Missions

1 - Frais de déplacement Corse-Continent (Ajaccio-Lyon)

Ces déplacements entre la Corse et le continent sont raisonnés par : l'inscription de début d'année, les rendez-vous avec les directeurs de thèse, les formations doctorales, la consultations de la bibliothèque universitaire, la consultation de la documentation du D.R.A.S.S.M³. et les séminaires et colloques à l'université de Lyon. Le déplacement se fait sur une durée moyenne de trois jours et deux nuits.

Le nombre de déplacement annuel est de 6 en moyenne par année.

- Un billet d'avion Ajaccio-Marseille : 150 euros, aller/retour,
- Un billet de train Marseille-Lyon : 100 euros, aller/retour,
- Logement : 400 euros, 5 nuits/ 6 jours

- Total par déplacement : 650 euros
Soit par année, (650 x 7) : 4550 euros
Soit sur les trois ans : **13 650 euros**

2 - Frais déplacement Corse-Europe

Ces déplacements comprennent un déplacement dans un centre d'archives de la péninsule italienne, notamment Gênes, et un déplacement pour un colloque ou séminaire international.

Les frais sont identiques à ceux inscrits pour un déplacement sur le continent. Seul la durée du séjour est augmentée d'une nuit et d'un jour.

- Transport : 250 euros.
- Logement : 320 euros 4 nuits/ 5 jours

- Total par déplacement : 570 euros
Soit par année, (400 x 2) : 1 140 euros
Soit sur les trois ans : **3 420 euros**

³ La consultation de la documentation du D.R.A.S.S.M comprend, La carte archéologique sous-marine nationale, les archives et la bibliothèque Bernard Liou. Les locaux se situent à l'Estaque près de Marseille.

Total frais de mission : **17 070 euros**

B) Fournitures

Cela comprend l'achat d'ouvrages et de matériels spécifiques, liés à la recherche dans le cadre de la thèse ne pouvant pas être consultés en bibliothèque ou empruntés sur une longue durée.

Total Fournitures : **6 500 euros**

TOTAL fonctionnement : 23 570 euros

III – Frais d'équipement

Achat de logiciels informatique (notamment de la gamme adobe suite (dessins vectoriels et photographies) pour le traitement des données issues de la recherche dans le cadre de la thèse et d'outils informatiques.

TOTAL équipement : 6 500 euros

TOTAL DEPENSES : 95000 + 23570 + 6500 = 125070 euros

Frais de gestion (8 %) : 10005,60 euros

GRAND TOTAL : 135075,60 euros